L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, No. 12 RUE DU CHARTRES

NOUVELLE-ORLÉANS.

VENDREDI MATIN, 15 DECEMBRE.

Le prince Napoléon à la Chambre.

LE BUDGET DES CULTES.

SÉANCE DU 28 NOVEMBRE.

(Voir l'*Abeille* d'hier.)

M. Keller.—Un mot sur les œuvres et les sociétés catholiques. On a beaucoup parlé de la main-mise de l'Etat sur les biens de l'Eglise en 1790. Mais on a oublié que l'assemblée constituante avait chargé la nation de l'assistance aux pauvres, dont le clergé était chargé.

En Angleterre, on a aveuglément supprimer les pauvres que de les secourir. Le nombre des mendiants s'étant multiplié, Henri VIII fit rendre des lois contre eux, et plus tard établir un système de charité forcée.

La charité forcée ne peut convenir à la France. Il a bien fallu y recourir aux noms de la charité catholique et française. Ce n'est pas une des moindres gloires de la France que ces milliers de cœurs de charité qui renoncent aux joies de la famille pour se vouer au secours des pauvres.

La statistique que demande M. Guichard, je l'ai et elle accuse l'existence de 1,100 établissements pour les malades de toutes sortes, plus de 2,000 institutions pour les malades et les vieillards, secourant plus de 900,000 personnes, et cela sans rien demander au budget.

Il faudrait mettre un terme aux reproches contre les œuvres catholiques. La révolution commet l'erreur de poursuivre la régénération sociale sur les ruines de l'Eglise, au lieu de s'appuyer sur elle. Tant que cet antagonisme durera, la révolution ne sera jamais finie.

Pour réaliser à la révolution et aux passions, il ne suffit pas de jeter quelques déclamations contre le radicalisme et quelque vague projet de réforme financière ; il faut avoir le courage de défendre tout ce qu'il y a de patriotique, et de combattre l'erreur. (Applaudissements à droite.)

M. Drecolle.—J'ai demandé la parole sous l'impression d'une vive émotion, qui n'est un peu calmée à l'audition du discours de M. Keller.

L'attitude du côté de la chambre où je siége avait prouvé à M. Keller que c'était par la plus profonde indifférence que nous avions accueilli le précédent orateur. Il a débité par une infâme calomnie contre l'empire. (Bruit prolongé.) Alors il a été applaudi à gauche ; il a cessé de l'être quand il a défendu les intérêts religieux et c'est nous qui l'avons soutenu. Cette situation lui apprendra que quand il est à la tribune et parle de l'empire, il n'en doit parler qu'avec respect. (Protestations bruyantes à gauche.)

M. Gambetta.—Quand l'orateur a traité la noble et vigoureuse protestation de M. Keller de calomnie. (Bruit à droite.—Interruptions répétées.)

M. le Président.—Je rappellerai à l'ordre les interrupteurs.

M. Cunéo d'Ornano.—Rappelez nous tous à l'ordre

M. Cunéo d'Ornano—Nous avons fait tous notre devoir pendant la guerre, faites votre devoir de député en vous soumettant au règlement.

M. Gambetta.—Je viens rechercher quels enseignements le gouvernement doit tirés du combat qui s'est engagé entre la branche aînée et la branche cadette du bonapartisme. (Rires à gauche.—Bruit à droite.)

En qualifiant d'outrageante, infâme la protestation si noble, si patriotique de M. Keller, doublement autorisé en sa qualité d'Alsacien et de Français. (Applaudissements à gauche) vous avez oublié que, dans cette chambre, nous ne laisserons jamais mettre en question le décret de déchéance. Celui-là qui pourrait se plaindre que j'ai désigné par les mot de branche cadette.....

Voix à droite—Dites de quelle branche cadette !

M. Gambetta.—Eh ! toutes les branches cadettes se valent ! Vous pouvez relever la parole.

Aujourd'hui, il est deux fois plus évident que cet arrêt était juste, qu'il vient d'être justifié absolument par une parole plus autorisée que celle d'aucun de vous, fut-il vice empereur, pour caractériser les fautes de l'empire. (Bruit à droite.) Cet arrêt contre lequel vous ne protestez que parce que vous en sentez la légitimité vengeresse.....

M. Tristan Lambert.—Vive l'empereur ! Vive l'empereur ! (Bruyantes exclamations.—La censure ! la censure ! L'expulsion !)

M. Madier de Montjau.—C'est la France qui est insultée.

M. le président.—La persistance avec laquelle M. Lambert a interrompu depuis le commencement de la séance, son mépris pour les avertissements du président, le cri qu'il vient de proférer, m'obligent à proposer à la chambre de prononcer la censure contre lui.

La chambre consultée prononce la censure contre M. Tristan Lambert.

M. Gambetta.—Je dirai qu'aujourd'hui un fait important est venu donner une nouvelle force à l'avenir des patriotes pour le parti qui proteste contre le décret de la déchéance. (Interruptions à droite.)

L'honorable député de la Corse vous a déclaré qu'un sentiment de cette guerre follement entreprise il y avait des alliances préparées. Eh bien j'exerce mon droit de Français et de républicain en vous disant que le jour où, par suite de l'esprit de fanatisme qui animait l'Espagnole dont on avait fait l'impératrice de France..... (Bruyantes interruptions à droite.)

M. le président.—Il y a une convenance de langage dont on ne doit jamais s'écarter à la tribune, quelle que soit la situation politique des personnes dont on parle.

M. Gambetta.—Si mes paroles, qui ne sont que l'indication précise d'un fait, paraissent blessantes, je me demande pas quelles que de leur enseignement à d'autres. Je dis que ce fait d'avoir manqué des alliances nécessaires, pour obéir aux suggestions du parti clérical, prouve jusqu'à quel point il est bon de séparer le cléricalisme de la politique.

Et ceux qui se font aujourd'hui les défenseurs du césarisme et du cléricalisme, je les renvoie à cette parole du prince qui fut impérial, mais qui est resté français : "C'est toi qui as perdu la France, race maudite !" (Vifs applaudissements à gauche).

M. Raoul Duval.—En vérité, nous oublions que ces gouvernements traités alternativement avec tant de mépris ont été successivement la France (Protestations à gauche), qu'ils ont parlé au nom du pays. (Nouvelle interruption).

Vous ne vous êtes pas demandé comment il se fait qu'après ces douloureux souvenirs évoqués tout à l'heure, 2 millions d'électeurs ont donné leurs voix aux partisans de ce régime qui son être ici tant de colère ; vous ne vous êtes pas demandé pourquoi il y a au fond du cœur du paysan un culte pour celui qu'on vient d'insulter. (Très bien ! très bien ! à droite.) C'est que ce dont le paysan a le plus soif, c'est d'un régime dont il a été émancipé en 1789.

Ce grand mouvement venait après une succession de dynasties, et il est peut-être heureux qu'il y ait eu, durant quinze ans, sur le trône, un homme qui a fait la France du concordat, qui a fait le code Napoléon (Réclamation à gauche), qui a sonné l'Europe armée. En 1815, quand l'empereur a succombé devant l'invasion, l'ancien régime avait disparu, la société nouvelle était créée.

L'empereur Napoléon III a rendu également des services. et l'ouvrier s'en souvient. Voilà pourquoi vous trouvez encore deux millions de suffrages qui attestent ce souvenir. (Bruit et réclamations à gauche)

La République devrait s'adresser à tous ces hommes, considérer que c'était là, peut-être, une transition nécessaire; prouver—si elle le peut—que ces personnalités n'est plus nécessaire pour l'affirmation des principes démocratiques.

Nous vous convions à oublier toutes les colères ; ne renouvelons pas les fautes qui ont été commises. (Très bien ! sur quelques bancs.)

Il y a plus d'un ici peut-être qui est disposé à vous rendre votre tâche possible.

Oublions-nous donc un peu nous-mêmes, pour songer à la commune patrie. (Très bien ! très bien ! sur divers bancs.)

M. Madier de Montjau.—Il y aura quelque chose d'scandaleux si certaines crimes pouvaient trouver une apologie, à la face de la France victimée. On orateur a dit que le nom de Napoléon était inscrit en lettres de sang dans l'Alsace et la Lorraine ; il aurait pu dire qu'il avait été inscrit de la même façon dans les rues de Paris le 2 décembre 1851. (Très bien ! sur divers bancs.)

La colère de l'incident est prononcée.

M. Cunéo d'Ornano—Je tiens à dire un mot pour le rappel à l'ordre dont j'ai été l'objet. Si j'ai protesté vivement, c'est que les attaques étaient très contre les convictions de 10,000 honnêtes gens qui m'ont élu. Je n'ai fait qu'user du droit de légitime défense, et j'espère que M. le président croira devoir supprimer le rappel à l'ordre qu'il m'a infligé.

M. le Président—Je reconnais à tout membre le droit de protester contre un sentiment qui le blesse. Mais je demande que cette protestation soit apportée à la tribune. Si chaque membre protestait de sa place, il n'y a plus de chambre délibérante. Quant à M. Cunéo d'Ornano, je ne l'ai rappelé à l'ordre qu'après l'avoir pour plusieurs fois. Je ne puis laisser porter à la tribune la critique du droit d'interrompre. Je maintiens le rappel à l'ordre. (Très bien ! très bien !)

La séance est levée à sept heures moins le quart.

LA RÉVOLUTION DE L'EMPLATRE POREUX.—Les emplâtres poreux sont évalués par des millions de gens comme des articles rapportant un bénéfice particulier. Leur usage étendu en est une preuve. Néanmoins dans un espace de trente ans il n'y a eu d'amélioration dans la lenteur de leur action que par l'introduction des emplâtres poreux de capsine de Benson." Ces emplâtres poreux continuent, en addition à toutes les vertus de l'emplâtre poreux ordinaire, une combinaison de nouveaux ingrédients, qui augmentent de beaucoup leurs propriétés curatives et en font le remède extérieur le plus puissant des temps modernes. Leur célébrité est fondée sur leur activité étonnante. Ils guérissent en quelques heures des maux que d'autres emplâtres, pommades ou compositions ne feront qu'adoucir après des jours et des semaines de traitement continus. Les emplâtres de capsine de Benson sont plus vigoureux et plus prompts que l'électricité. Prix 25 cents.

RÈGLEMENTS DE LA POSTE.

Département des Postes.
Washington, 12 juillet 1876.

Dans une loi postale, par le Congrès et approuvée par le Président le 8 février, les dispositions suivantes :

Section 12.—Les journaux et les magazines (livres) publiés régulièrement à des périodes plus courtes que trois mois, excepté ceux publiés à des périodes plus courtes que trois mois, excepté ceux publiés à des périodes plus courtes que trois mois, excepté ceux publiés